

Convention collective nationale

IDCC : 2754. – **MAGASINS PRESTATAIRES DE SERVICES
DE CUISINE À USAGE DOMESTIQUE**

ACCORD DU 20 MARS 2008

RELATIF AU CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE
NATIONALE DES MAGASINS PRESTATAIRES DE SERVICES DE CUISINE À
USAGE DOMESTIQUE

NOR : ASET0850906M

Entre :

Le syndicat national de l'équipement de la cuisine (SNEC),

D'une part, et

Le CSFV-CFTC ;

La CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Le présent accord a pour objet de définir le champ d'application de la convention collective nationale des magasins prestataires de services de cuisine à usage domestique.

Il constituera l'article 1^{er} de la convention collective des magasins prestataires de services de cuisine à usage domestique dans sa version définitive.

Article 1^{er}

Définition du champ d'application

Champ d'application professionnel

La présente convention règle sur l'ensemble du territoire national les rapports entre les employeurs et les salariés d'un ou plusieurs magasins de cuisine à usage domestique. Par magasin de cuisine à usage domestique, il convient d'entendre tout point de vente dont l'activité principale est la vente d'un projet de cuisine à usage domestique de la conception à la réception.

Etant précisé que l'activité principale de cuisine de ces magasins consiste à concevoir des cuisines à usage domestique, et notamment à :

- concevoir l'implantation de la cuisine à partir des attentes du client, c'est-à-dire informer et conseiller en aménagement de la cuisine, notamment en élaborant des plans d'implantation contractuels, après relevé de cotes par le point de vente ;
- vendre la conception, l'ensemble des fournitures (meubles, électroménagers, accessoires) et la pose nécessaires à cet aménagement ;
- puis poser ou faire poser la cuisine en coordonnant les travaux, et ce conformément au plan de conception et d'implantation élaboré, étant précisé que l'activité de pose consiste notamment à :
 - assurer la fixation et le montage de tous les éléments de cuisine ;
 - mettre en place des appareils électroménagers et accessoires dans les meubles et les raccorder aux arrivées et évacuations d'eau et de gaz et aux prises électriques ;
- et assurer la réception de la cuisine.

Champ d'application territorial

Territoire national et DOM.

Article 2

Durée, dépôt, publicité et extension

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent accord.

Le présent accord fera l'objet des formalités de dépôt et de publicité prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il pourra être modifié ou dénoncé selon les modalités prévues aux articles L. 132-7 et L. 132-8 du code du travail.

En cas de demande de modification du présent accord émanant de l'une des parties signataires, les parties conviennent de se réunir dans le délai de 1 mois aux fins d'examiner cette demande de révision.

Fait à Paris, le 20 mars 2008.

(Suivent les signatures.)